

Daniel Bensaïd

## **Imagination au pouvoir, pouvoirs imaginaires**

### **L'évolution du discours culturel de la gauche sous Mitterrand et la bifurcation de 1981-1983**

« Ce jour-là, les Français ont franchi la frontière qui sépare la nuit de la lumière. ». À relire, vingt ans après, les discours de Jack Lang en 1981, on croirait que l'élection présidentielle du 10 mai a cassé en deux l'histoire de France, si ce n'est l'histoire du monde : l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République aurait « aboli l'ordre naturel des choses », ni plus ni moins. Victoire définitive, donc de la culture sur la nature et de l'esprit sur la chair ?

L'élévation du slogan situationniste de mai 1968 – « l'imagination au pouvoir » – au rang de programme de gouvernement s'inscrivait dans ce contexte euphorique. Vingt ans (dont quinze de gouvernance socialiste) après, l'effusion lyrique s'est dissoute dans la gestion prosaïque. Le pouvoir de l'imagination est devenu imaginaire. Acquis au recyclage écologique des idées usagées, les conseillers en communication d'une grande banque, l'ont même enrôlée au service des nouveaux produits financiers : « L'imagination dans le bon sens » !

Ce glissement progressif et sans plaisir de l'ambition héroïque à la vertu prudente de l'épargne boursière résume bien deux décennies de reniements et de renoncements. Sans doute, l'alliance revendiquée entre le pouvoir et l'imagination, portait-elle d'emblée en germe cette conversion acrobatique. L'imagina-

tion prétendait prendre le pouvoir, le pouvoir l'a prise. Cruelle leçon dialectique, toujours recommencée. Il fallut, décidément, toute la virtuosité verbale de Jack Lang pour oser proposer un « ministère de l'imagination » ou un « ministère de l'intelligence ».

La politique culturelle de la gauche ne pouvait faire exception à la politique tout court. Comme sur les questions économiques et sociales, la transition et le basculement se firent dès les premières années du premier quinquennat. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les discours programmatiques des années soixante-dix. François Mitterrand soulignait alors le lien « intime » entre l'action culturelle et « les rapports de production, les rapports de classe, par conséquent la lutte des classes » (discours d'Avignon, 1974). Il en déduisait l'impossibilité logique de corriger l'inégalité culturelle « sans acte révolutionnaire », ou sans « une réforme de type révolutionnaire des rapports de production ». *Sic* !

Cette rhétorique vibrait à l'unisson de l'air du temps. Dans le sillage de mai 1968, et dans un contexte d'effervescence sociale à l'échelle européenne (les grèves britanniques de 1974, le renversement de la dictature portugaise, le Mai rampant italien, l'agonie de la dictature franquiste), « critique sociale » et « critique artiste » semblaient indissociables. Les effets du travail aliéné et ceux du fétichisme marchand, inséparables des inégalités et des injustices de toutes sortes.

Le divorce entre ces deux critiques a commencé à la fin des années soixante-dix, avec le reflux social et le début de la contre-offensive libérale. En France, sa perception fut retardée par la victoire électorale à contretemps du 10 mai 1981. L'accompagnement idéologique de l'effet (longtemps) différé de 68 n'était déjà plus, alors, que l'écho assourdi d'une

séquence politique parvenue à épuisement. Au fil des années quatre-vingt, le vocabulaire a marqué ce tournant d'une étrange innovation lexicale : le « sociétal » prenait désormais le pas sur le social.

Le jargon de la résignation postmoderne s'est contenté d'enregistrer cette rupture, comme si elle était l'aboutissement naturel et fatal d'une tendance historique irréversible. Un tel changement ne saurait cependant être détaché des rapports de forces et des conjonctures politiques. Au lieu de nouer solidement entre elles les différentes critiques de la logique marchande et de rassembler largement le « peuple de gauche » suivant un front de classe, la capitulation des gauches européennes traditionnelles devant la contre-réforme libérale a ouvert la voie aux divisions et aux fragmentations, à la concurrence de tous contre tous, en attendant la guerre de tous contre tous.

La chute du social en dehors du « sociétal » sanctionnait cette défaite politique. Les grandes ambitions de 1981 étaient porteuses de belles promesses. Elles revendiquaient une « extension du domaine de la culture » et proposaient subtilement de « cultiver la culture », voulaient rompre avec le fétichisme de l'art et avec la conception ornementale de la culture, conçue comme un simple marqueur de distinction sociale. Jack Lang prétendit ainsi réhabiliter « la culture roturière ». Il dit vouloir faire de son ministère un ministère de la réconciliation entre arts « mineurs » et majeurs, entre cultures scientifiques et littéraires, entre économie et culture, entre Paris et les régions, entre la tradition nationale et l'ouverture cosmopolite. Au fil des accommodements avec la logique libérale dominante, le retour à une culture spectaculaire devait au contraire s'imposer.

L'évolution de la thématique festive en témoigne. Les années soixante-dix s'étaient

intéressées à la fête (et au carnaval) en tant qu'irruption populaire. Faisant l'écho de cette interruption événementielle du cours ordinaire des travaux et des jours, François Mitterrand recommandait, en 1981, devant l'Unesco de «prendre les fêtes au sérieux». Après un septennat de démobilisation et de dépolitisation méthodiques, la fête populaire se réduisit, à l'occasion du bicentenaire consensuel de la Révolution française, à une commémoration médiatique. La parade avait vaincu la fête.

Un glissement ne vient jamais seul. La scission entre critique sociale et critique artiste va de pair avec celle entre la dialectique des besoins (collectifs) et celle des désirs (individuels). Vers la fin des années soixante-dix, la rhétorique désirante avait le vent en poupe. Jean Joseph Goux rappelle de même comment l'économie néoclassique de Léon Walras et Charles Gide opposait, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la «valeur-désir» à la «valeur-travail», le paradigme de la consommation à celui de la production. Dès 1981, l'initiative de «cahiers de désirs et de propositions», préparatoires au pacte pour la culture, était dans l'air du temps. Dans le contexte de contre-offensive libérale, le fétichisme du désir pouvait sceller la réconciliation avec la société de consommation, hier vilipendée.

Ce retour en force de la marchandise ne pouvait épargner les représentations culturelles. Dans son discours-programme à l'Assemblée nationale de novembre 1981, Jack Lang proclamait le droit à la culture indissociable du droit au travail, au bonheur, à la vie, à la beauté. Lourde de présupposés idéologiques et imprégnée de vitalisme bergsonien, l'énumération mériterait examen. Elle avait cependant le mérite de souligner le lien entre projet culturel et projet social. Dans le même discours,

le ministre reprochait d'ailleurs à ses prédécesseurs, qui avaient «abandonné le pays aux tourments du marché mondial», d'avoir «perdu foi en la force de l'esprit et de la volonté» et ouvert la voie à une «monoculture standardisée». Il opposait un triple refus déterminé «à la politique de rentabilité immédiate», au despotisme de l'audimat et des sondages, à la concentration du pouvoir de décision, se fixant pour tâche de «déversailiser» la culture. Ces nobles intentions n'avaient pourtant guère de chance de résister au tournant social-libéral de 1983 et aux contraintes consenties du despotisme de marché.

En 1981, François Mitterrand dénonçait encore une télévision «défraîchie» et rappelait sa «mission de service public». Attirant l'attention sur «le désastre de la télévision italienne livrée au privé», Jack Lang défendait encore, à l'automne de la même année, le monopole d'État de radio et de télévision contre «les esprits angéliques» tenants de la libéralisation culturelle. Vingt ans après, à l'épreuve du pouvoir, c'est toute la gauche gouvernante qui a «perdu foi en la force de l'esprit et de la volonté», cédant au pouvoir impersonnel des marchés et à la logique anonyme du capital.

Présentant ses orientations, Jack Lang proclamait également, en 1981, que l'État, parce qu'il retrouvait sa grande tradition de mécénat public, pouvait aussi «se tourner sans complexe vers le mécénat privé». Michel Rocard avait fait sensation en 1977, en déclarant devant le forum patronal du magazine *L'Expansion*, que la logique solidaire de l'espace public et la logique concurrentielle du marché sont globales. L'une des deux devait donc l'emporter, celle du marché. La production culturelle n'échappe pas à ces «logiques globales». Derrière le mécénat privé, la marchandisation culturelle était en marche.

Pas de commerce des esprits sans commerce des épices, rappelait Jacques Attali lors d'un colloque en Sorbonne. Certes. D'abord se nourrir et se vêtir, disait aussi Hegel. La culture commence donc à la cuisine. Mais la réciprocité boîte : le commerce mondialisé des épices ne stimule pas forcément celui des esprits.

Au lieu de «politiser l'art» (conformément à la recommandation benjaminienne), il devenait inévitable d'esthétiser la politique, autrement dit de retomber dans la culture décorative à laquelle on avait prétendu échapper. Significativement, la culture est (re)devenue objet d'exception dans les négociations commerciales internationales. Il n'est pas question ici de dénigrer l'utilité de certaines mesures de protection de la diversité culturelle comme de la biodiversité, mais de souligner que, si la culture n'est pas (selon la formule désormais consacrée) «une marchandise comme les autres», la santé, l'éducation, le logement, le vivant et la force de travail ne sauraient l'être davantage. Sauf à réintroduire subrepticement une définition restrictive et élitaire du culturel dont on avait dit vouloir se libérer.

En prenant ses fonctions ministérielles en 1981, Jack Lang déclarait qu'il serait aussi difficile d'abolir les inégalités culturelles que d'abolir les inégalités sociales. *A fortiori* lorsque ces inégalités sociales, loin de déperir, repartent à la hausse, comme ce fut notamment le cas au cours du second septennat mitterrandien.

Parlant en connaissance de cause, François Mitterrand avait sagement rappelé dans son discours de 1981 à l'Unesco que «la question du pouvoir ne peut être éludée» : «Quelqu'un prend toujours le pouvoir.» Il disait aussi, le soir même de sa victoire électorale, ne pas vou-

loir prendre le pouvoir, mais le rendre. Au peuple? Ou à l'imagination, plus insaisissable et moins exigeante qu'un peuple assemblé?

Le pouvoir serait donc soluble dans l'imagination sans phrases? Jack Lang ne proclamait-il pas que «la vraie finalité d'un ministère est

de disparaître». Écho assourdi du dépérissement de l'État selon Marx? Plutôt que d'hypostasier l'imagination au pouvoir (d'État), il eut mieux valu chercher à libérer les pouvoirs de l'imagination. Il eut fallu oser pour cela la soustraire aux sortilèges de la marchandise.

C'était un autre choix, une autre voie. Que la bifurcation de 1981-1983 a écarté.

Novembre 2003

«Cultures publiques», opus 1,  
«L'imagination du pouvoir»,  
éditions Sens & Tonka 2004